

	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R104-33 à R104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale Articles R104-33 à R104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable

Dénomination
Communauté de communes des Gorges de l'Ardèche
SIRET/SIREN
200 039 808 00015
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
215 route vieille du Pont d'Arc 07150 Vallon Pont-d'Arc 0475376113 thomas.inselin@cc-gorgesardeche.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Luc PICHON, président
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Thomas INSELIN, directeur du pôle développement des territoires
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
215 route vieille du Pont d'Arc 07150 Vallon Pont-d'Arc 0475376113 thomas.inselin@cc-gorgesardeche.fr

2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
PLU de la commune de Vallon Pont d'Arc
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU approuvé en date du 23/09/2020, Géoportail de l'urbanisme
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Vallon Pont d'Arc
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Modification simplifiée n°3 : tout le territoire

3. Contexte de la planification

3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhône Alpes, approuvé le 10/04/2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT Ardèche méridional approuvé le 21/12/2022
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
PPRi Ardèche et affluent, approuvé le 05/08/2020
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Evaluation environnementale en 2013 et 2018 lors de procédure de mise en compatibilité du PLU avec une déclaration de projet : création du collège et plateau sportif en 2013, requalification des abords du Pont d'Arc en 2018
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Mise en compatibilité en date du 19/11/2018

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique				
Modification simplifiée n°3 : articles L153-36 et suivants				
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU				
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)				
2443 habitants en 2021				
4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)				
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire
Zones U	247,19	8,6	247,19	8,6
Zones 1AU	152,33	5,3	152,33	5,3
Zones 2AU	13,15	0,5	13,15	0,5
Zones A	380,01	13,3	380,01	13,3
Zones N	2073,18	72,3	2073,18	72,3
Total	2865,85	100	2865,85	100
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).				
. PADD de 2006 complété en 2011 lors de la déclaration de projet de la Grotte Chauvet : aucun chiffre noté pour afficher la modération de la consommation de l'espace. Il est précisé dans le PADD axe II : poursuivre le développement urbain du village et des hameaux selon les modes d'implantation traditionnelle (comblement de dents creuses, développement urbain dans la plaine des Mazes, redéfinir la zone d'activité des Estrades).				
4.3 Caractéristiques de la procédure				
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure				
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Revoir le règlement écrit dans le secteur « la Ratière » pour soumettre une partie de la zone à opération d'aménagement d'ensemble, ▪ Adapter le règlement de la zone NTa à la réalisation d'un projet hôtelier, ▪ Revoir le règlement pour la couleur des toitures, la possibilité de toiture plate pour les annexes, la distance entre 2 constructions non contiguës, le recul par rapport aux limites séparatives, le nombre de place de stationnement en centre bourg, ▪ Revoir le règlement écrit pour les points obsolètes en lien avec la législation actuelle, notamment la SHOB/SHON, les articles 5 et 14, ▪ Mettre à jour les emplacements réservés. 				
4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions				
<input type="checkbox"/> Oui				

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques sont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
4.3.3. La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L300-6-1)
Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L414-1 du code de l'environnement (ZICO,ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	FR8201654 : basse Ardèche urgonienne FR8201657 : moyenne vallée de l'Ardèche, pelouses du plateau des Gras FR8210114 : basse Ardèche
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L332-1 et L332-16 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Gorges de l'Ardèche
Un site inscrit ou classé en application des articles L341-1 et L341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Ensemble formé par les abords du Pont d'Arc et de la Grotte Chauvet, arrêt du 15/01/1943 Pont d'Arc et ses abords, arrêt du 24/02/1982
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRi Ardèche et affluent approuvé le 05/08/2020
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	1 ICPE non Seveso : union des distilleries de la Méditerranée
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L631-1 et L632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L621-30 et L621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Ancien château (hôtel de Ville) : façades et toitures inscrites le 7 décembre 1970 ; escalier et rampe en fer forgé classé le 20 mars 1946) ; vestibule d'accès à la salle du Conseil municipal inscrit le 6 juin 1939. Grotte d'Ebboun classée le 19 juin 1947. Grotte Chauvet au lieu-dit Combe d'Arc classée par décret du 13 octobre 1995. Grotte et abri du Colombier inscrite le 25 août 1995.

Annexe II

			<p>Grotte de la Vacheresse, au lieu-dit Plaine de Gras inscrite le 25 août 1995.</p> <p>Grotte de Louoï inscrite le 25 août 1995.</p> <p>Grotte de Mezelet inscrite le 25 août 1995.</p> <p>Grotte de la Cabre inscrite le 15 mai 2017.</p> <p>Grotte du Bouchon inscription conservatoire le 15 mai 2017.</p> <p>Grotte du Dérocs inscription conservatoire le 15 mai 2017.</p> <p>Grotte du Ploanchard (la grotte, ainsi que toute autre cavité pouvant y être découverte) inscription conservatoire le 15 mai 2017.</p> <p>Bergerie de Charmasson (la grotte, ainsi que toute autre cavité pouvant y être découverte) inscription conservatoire le 15 mai 2017</p>
Une zone humide prévue à l'article L211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le long de l'Ardèche et affluents dans les zones inondables
Une trame verte et bleue prévue à l'article L371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Réservoir de biodiversité : ZNIEFF de type 1</p> <p>Corridor : espace de nature ordinaire (pelouse sèche du bas-Vivarais) qui peuvent disposer de corridors au Nord-Ouest du ban communal, et au Sud-Est du ban communal</p> <p>Trame bleue : cours d'eau Ardèche.</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>ZNIEFF de type 1 : gorges de l'Ardèche, vallée de l'Ibie, vallée de l'Ardèche et de la Ligne aux environs de Ruoms</p> <p>ZNIEFF de type 2 : ensemble septentrional des plateaux calcaires du Bas-Vivarais, ensemble fonctionnel formé par l'Ardèche et ses affluents</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Gorges de l'Ardèche
<p>Un espace concerné par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R411-17-3 du même code 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	FR3800719 : basse vallée de l'Ibie
Un espace boisé classé prévu à l'article L113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Espace boisé classé noté au PLU sur 194,05 ha
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Report du PPRi Ardèche et affluent sur le plan de règlement graphique au titre de l'article R151-34 et R151-35
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La mise à jour législative du règlement écrit est sans effet.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L332-1 et des articles L332-16 à L332-18 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La mise à jour législative du règlement écrit est sans effet.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L341-1 et L341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La mise à jour législative du règlement écrit est sans effet.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L631-1 et L632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L621-30 et L621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La mise à jour législative du règlement écrit est sans effet.
D'une zone humide prévue à l'article L211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La mise à jour législative du règlement écrit est sans effet.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La mise à jour législative du règlement écrit est sans effet.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La mise à jour législative du règlement écrit est sans effet.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La mise à jour législative du règlement écrit est sans effet.

Annexe II

D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La mise à jour législative du règlement écrit est sans effet.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La mise à jour législative du règlement écrit est sans effet.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			

6. Auto-évaluation

<p><i>L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</i></p>
<p><i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i></p>

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
3 ^{ème} trimestre 2024
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
.
- autre, préciser les modalités
.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site Internet	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus (personne publique responsable)			
Fait à	. Vallon Pont d'Arc	le	
Nom	PICHON	Prénom	Luc
Qualité	Président Communauté de communes Gorges de l'Ardèche		
Signature			